

Échos en Belgique de la protestation sociale dans le Rif au Maroc

Dr Hassan Bousetta
Chercheur qualifié FRS-FNRS – CEDEM
Faculté des Sciences Sociales - Université de Liège

Introduction

Si l'année 2018 a commencé au Maroc au rythme d'une vague de protestation sociale contre le coût de la vie¹, l'année 2017 fut quant à elle marquée par un autre vaste mouvement social connu sous la dénomination arabophone de Hirak². Ce mouvement porté par des citoyens est né dans la Région berbérophone du Rif, au Nord Est du pays. Le boycott de 2018 comme le Hirak s'inscrivent eux-mêmes dans la suite du mouvement du 20 février 2011 qui avait incarné les espérances du printemps arabe au Maroc. Si ces mouvements se distinguent par bien des aspects, ils forment par leur enchaînement historique ce que Sidney Tarrow, théoricien des mouvements sociaux, appelle un « cycle de protestations »³. L'idée centrale consiste à reconnaître que les actions collectives de contestation s'inscrivent dans des temporalités particulières faites de phases ascendantes de conflictualité, de radicalisation des actions dans la phase de zénith et de phases descendantes de routinisation. C'est dans l'intention de discuter les échos en Belgique de la mobilisation sociale menée au Maroc par le Hirak entre 2016 et 2018 que se situe précisément cette contribution.

Dans sa phase ascendante, entre octobre 2016 et juillet 2017, le Hirak connaît une longévité particulière. Pendant près d'une année, il mobilise le Rif dans la construction d'un rapport de force avec l'État marocain. Pour cela, il active des référentiels historiques variés : celui de la lutte anti-coloniale contre l'Espagne et la France, celui de la résistance à l'autoritarisme des années de plomb sous Hassan 2 et surtout celui des soulèvements du printemps arabe. La dynamique de révolte qui agite l'ensemble de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord donne une intensité particulière et une résonance internationale à ce nouveau cycle de protestations au Maroc. Dans la foulée du déclenchement des révoltes populaires en Tunisie en décembre 2010, le Maroc devient le berceau de plusieurs mouvements de revendications politiques et sociales dont le plus vigoureux fut celui du 20 février 2011. Il constitue une première expression des aspirations du peuple et, en particulier, de la jeunesse. Bien que le mouvement du 20 février 2011 finit par s'étioler au fil du temps, il ne reste pas sans lendemain. Par sa jeunesse, l'originalité de ses méthodes, qui s'appuient sur un usage intensif des réseaux sociaux, le mouvement du 20 février offre à ses successeurs, au premier rang desquels le Hirak, un repère, un référentiel et une matrice d'idées à laquelle une nouvelle génération de militants viendra se nourrir.

¹ Ce mouvement né sur les réseaux sociaux a particulièrement ciblé la domination d'une série d'oligopoles proches du pouvoir sur l'économie nationale.

² Qui signifie en arabe le mouvement.

³ Tarrow, S., «Cycles of Collective Action: Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention », in Mark Traugott (ed.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham, Duke University Press, 1995, pp 89-116.

Le Hirak intra-muros : rétroactes

Le mouvement du Hirak fait irruption sur la scène nationale marocaine à la suite du décès le 28 octobre 2016 à Al Hoceima de Mouhcine Fikri, un jeune vendeur de poisson. Ce jeune homme de 31 ans se voit confisquer sa marchandise par la police au motif qu'elle a été prise en période de pêche interdite. En tentant de récupérer ses poissons jetés dans la benne d'un camion à ordures, il est happé et broyé vif. Les circonstances dramatiques de ce décès provoquent très rapidement une vague d'émotion, de réactions et de manifestations dans l'ensemble du pays. Elles ne sont pas sans rappeler les conditions dans lesquelles Mohamed Bouazizi s'était donné la mort en décembre 2010 en Tunisie, provoquant le déclenchement des mouvements du printemps arabe⁴. Dans les deux cas, la situation met aux prises un jeune vendeur, qui survit dans l'économie de la débrouille, à la brutalité d'interventions policières, que seule autorise cette sorte d'économie politique de la « *hogra*⁵ » très fréquente en Afrique du Nord. Dans les deux cas, l'émoi est amplifié par les réactions sur les réseaux sociaux et fait naître un cycle de protestations de masse.

L'enterrement de Mouhcine Fikri le 30 octobre 2016 donne lieu à la mise en place des prémices d'un face-à-face avec le pouvoir et aux premières expressions politiques de défiance contre les forces de l'ordre. C'est en effet à partir de la fin octobre que le mouvement du Hirak se manifeste de manière de plus en plus visible. Une longue série de manifestations vont se déployer dans le Rif pendant près d'une année. Comme le mouvement du 20 février avant lui, le Hirak a l'ambition de maintenir une forme d'organisation spontanée, horizontale et acéphale. La question organisationnelle est, en réalité, en débat au sein du mouvement dès ses origines. Jusqu'au début de l'année 2017, le mode privilégié est celui qui favorise la démocratie directe et la prise de décision en assemblée.

C'est de cette manière que le Hirak adopte le 5 mars 2017 son cahier revendicatif qui exige toute la lumière sur la mort de Mouhcine Fikri et sur le décès des 5 jeunes du 20 février 2011. Il demande également la levée du statut de zone militarisée d'Al Hoceima, la création d'un hôpital doté d'un service d'oncologie, une faculté universitaire et une mobilisation des pouvoirs publics pour la création d'emplois. Cette manière de délibérer s'inscrit dans l'esprit du mouvement du 20 février 2011 qui se voulait lui aussi spontané, horizontal et acéphale.

Ce fonctionnement en assemblées ouvertes, souvent filmées et diffusées en direct sur les réseaux sociaux, fait craindre le danger de manipulations internes⁶. Dans ce moment, qui contient sa part d'hésitation et de divergences stratégiques, va alors émerger la personnalité d'un leader : Nasser Zefzafi. Ce jeune homme né en 1979 à Al Hoceima s'était fait remarquer dans les comités de soutien à Mouhcine Fikri. Très vite, il apparaît comme la personnification du mouvement à l'échelle nationale et internationale, notamment par sa mobilisation sur les réseaux sociaux et par ses harangues dans les lieux publics.

⁴ La mort de Mouhcine Fikri n'est pas non plus sans rappeler la disparition le 20 février 2011 à Al Hoceima, de 5 jeunes dans le cadre de manifestations liées au printemps arabe.

⁵ La Hogra renvoie à une forme d'humiliation, de mépris, d'injustice.

⁶ Voir à ce propos les travaux d'observation du Hirak proposés par les sociologues Hamza Esmili et Montasser Sakhi publiés en ligne sur le site <http://taharour.org>

Cette tension entre horizontalité et personnalisation est bien perçue par deux militants belges dans une carte blanche publiée en août 2017 dans le journal *Le Soir* : « *Avec les manifestations de rue dans le Rif (...), surgit une forme de rage spontanée et informe du point de vue idéologique et organisationnel, dont le printemps arabe avait déjà montré toutes les limites. Mais d'autre part on voit aussi jaillir avec Nasser Zefzafi la figure de l'homme charismatique et providentiel, qui est l'antithèse par excellence de la démarche collective et horizontale du début.* »⁷.

Le 26 mai 2017, Nasser Zefzafi fait irruption dans une mosquée d'Al Hoceima et interrompt le sermon de l'imam qu'il accuse de le discréditer. Quelques jours plus tard, il est arrêté, transféré et incarcéré à Casablanca, à 600 kilomètres de distance d'Al Hoceima. Le Hirak connaît un raidissement et un durcissement du discours et des positions, typiques de l'entrée du mouvement dans sa phase de zénith. La manifestation prévue le 20 juillet 2017, au cœur de l'été, c'est à dire au moment où les membres de la diaspora sont présents au pays en nombre, est attendue comme un point culminant de la mobilisation. Elle sera finalement interdite par les autorités et les manifestants qui tenteront de braver l'interdiction seront lourdement réprimés. Plusieurs centaines de protestataires vont se retrouver piégés par la vague de répression policière et judiciaire. Un an plus tard, des procès de plusieurs dizaines de militants du Hirak se soldent par des condamnations très lourdes, allant jusqu'à 20 ans de prison pour le leader Nasser Zefzafi. L'ampleur de la répression fait entrer le mouvement dans une séquence de reflux et de démobilisations.

Le Hirak hors-les-murs : la dimension transnationale de la mobilisation

La région du Rif est marquée depuis des générations par le phénomène de la migration. Sous l'ère coloniale (1912-1956), alors que le Rif est administré par un Protectorat espagnol, c'est vers le pays voisin que les Rifains sont nombreux à se déplacer pour rechercher du travail. Dès le début du 20^e siècle, c'est en effet une noria de grandes migrations saisonnières qui se met en place entre le Rif et les grands domaines agricoles d'une Algérie alors sous administration directe de la France⁸.

Après l'indépendance, les migrations reprennent de plus belle mais cette fois prioritairement vers l'Europe du Nord-Ouest, un espace en quête de main d'œuvre pour assurer sa reconstruction. Face aux demandes des industries des pays du Benelux, de l'Allemagne, de Scandinavie, le pouvoir marocain aura tendance à orienter les recruteurs, notamment vers les deux principales provinces du Rif : Nador et Al Hoceima. En agissant de la sorte, le pouvoir marocain ne déroge pas à la logique migratoire déjà mise en place sous le Protectorat et résumée laconiquement par le Maréchal Lyautey pour qui : « *Un émigré, c'est un fusil en moins et une bouche en moins à nourrir* »⁹.

La Belgique fait partie des destinations qui vont accueillir un grand nombre de travailleurs immigrés en provenance du Nord du Maroc et plus particulièrement du Rif. Plus de la moitié

⁷ <https://plus.lesoir.be/111543/article/2017-08-30/construire-une-alternative-progressiste-pour-le-rif>

(Consulté le 30 octobre 2018)

⁸ Belguendouz, A. (1987) 'L'émigration des travailleurs marocains', in *La Grande Encyclopédie du Maroc*, Rabat, pp 37-64.

⁹ Ibidem

des Belgo-marocains sont originaires des provinces du Nord¹⁰. Il est difficile d'établir avec précision le nombre de Rifains parmi ceux-ci mais on peut sans risque d'erreur affirmer qu'ils sont surreprésentés dans cette catégorie générale des émigrés du Nord. Ces migrations vont contribuer au développement de liens transnationaux, profonds et déjà anciens, entre le Rif et la Belgique¹¹. Les Rifains de Belgique sont nombreux à posséder une résidence familiale au pays. Les montants de leurs transferts d'épargne témoignent également de dynamiques entrepreneuriales, d'investissements, de solidarités familiales, etc.

Les liens construits par les émigrés entre l'Europe et le Nord Est du Maroc ont une profondeur historique et une épaisseur sociologique qui aurait pu prédisposer la diaspora à embrayer sur la dynamique du Hirak. Or, en première analyse, il semble que le Hirak n'aie ni marqué les esprits en Belgique ni donné lieu à des manifestations fortes et visibles dans l'espace public. Toutefois, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que si le Hirak a été relativement peu médiatisé en Belgique¹², des segments de la diaspora n'ont pas manqué de s'organiser et de se mobiliser¹³. Plusieurs dizaines de manifestations de rue sont organisées devant l'ambassade du Maroc, la Commission européenne ou devant le Parlement bruxellois¹⁴. Plusieurs collectifs et regroupements associatifs se sont également constitués à Bruxelles, Anvers, Malines, Liège, pour organiser, dans un premier temps, le suivi de l'affaire Mouhcine Fikri et pour apporter, dans un deuxième temps, un soutien au Hirak tout en exigeant la libération des détenus. Ces différents comités et coordinations prennent l'initiative d'organiser un colloque au Parlement européen, des dizaines de rencontres-débats et une sensibilisation permanente des élus et des organisations de la société civile belge. Plusieurs parlementaires, d'origine marocaine ou non, se manifesteront également par des missions d'information sur place dans le Rif.

La mobilisation de la diaspora sera particulièrement visible sur les réseaux sociaux. Elle donne une amplification transnationale au mouvement. C'est le cas de manière visible durant le mois de juin 2017 qui correspond au mois de Ramadan. Le mouvement est alors à son apogée et s'engage dans une série d'actions protestataires quasi quotidiennes après la rupture du jeûne, notamment pour dénoncer l'arrestation le 26 mai 2017 de Nasser Zefzafi. La diaspora offre au Hirak un appui et des relais non-négligeables. Mais celle-ci est traversée de questionnements et de doutes sur l'efficacité et l'ampleur de son action. Un militant l'évoque en ces termes : « (...) *une des faiblesses du mouvement de solidarité est de ne pas avoir réussi à inclure dans son agenda, la nécessité de mobiliser au-delà des communautés concernées et des réseaux militants marocains.* »¹⁵

¹⁰ Saaf, A., Sidi Hida, B. et Aghbal, A. (2009), « Belgo-Marocains des deux rives : une identité en mutation », Fondation Roi Baudouin, pg 34. Disponible en ligne : <https://www.kbs-frb.be/fr/Virtual-Library/2009/295059> (Consulté le 30 octobre 2018)

¹¹ Bousetta, H. et Martiniello, M., (2003) "Marocains de Belgique: du travailleur immigré au citoyen transnational", *Hommes et Migrations*, p. 94-107.

¹² Entre le 1/10/2016 et le 1/10/2018, la banque de données de presse GoPress dénombre 32 papiers dans la presse belge quotidienne francophone.

¹³ Voir par exemple la carte blanche de Benyekhlef, F et Zaghdoune, Z. dans Le Soir du 30 août 2017 <https://plus.lesoir.be/111543/article/2017-08-30/construire-une-alternative-progressiste-pour-le-rif> (Consulté le 30 octobre 2018)

¹⁴ « Les Rifains de Belgique également mobilisés », Le Soir, Mercredi 4 octobre 2017

¹⁵ Lotfi Chawqi, « Le Rif au delà de la solidarité » publié en ligne : <http://taharour.org/?le-rif-au-dela-de-la-solidarite> (Consulté le 30 octobre 2018)

Au niveau européen, c'est probablement aux Pays-Bas que le Hirak produira le plus de remous dans l'espace public. Le mouvement donnera aussi l'occasion aux gouvernements des deux États d'écrire un chapitre supplémentaire dans leurs relations diplomatiques houleuses¹⁶. En Espagne, de nombreuses activités de soutien se sont déroulées en 2017, dont une manifestation au cours de laquelle éclatent des échauffourées entre partisans et opposants du Hirak. En Belgique, également, des incidents mineurs de même nature sont répertoriés, notamment à Liège le 18 juin 2017¹⁷.

Ces incidents traduisent des lignes de fractures qui génèrent à leur tour des hésitations et des peurs au sein même des diasporas. Dans les discours, la face sombre du printemps arabe n'est jamais très loin et plane comme une ombre menaçante sur les débats. Du côté de la rhétorique officielle marocains, on agite en effet volontiers le spectre d'une division du pays qui pourrait conduire à une déstabilisation sur l'exemple syrien. Le Hirak, qui s'auto-définit comme un mouvement dont la revendication est prioritairement économique et sociale, est présenté par le pouvoir et ses soutiens comme un mouvement sécessionniste¹⁸.

Au Maroc comme dans la diaspora, la question de l'identité du mouvement fait l'objet d'un débat permanent. Le Hirak est-il un mouvement social rifain ou un mouvement social général, dont la portée dépasse le contexte géographique qui l'a vu naître ? Les combats qui se jouent autour de l'identité du mouvement, et l'incapacité à les clore définitivement, renvoient à des enjeux à la fois fondamentaux, problématiques et constitutifs du mouvement. En d'autres termes et bien qu'il soit difficile de le reconnaître, la revendication sociale est, pour de nombreux acteurs du mouvement, indissociable d'une demande de reconnaissance culturelle minimale. Si l'aspiration sociale permet en théorie aux autres populations et régions du Maroc de se solidariser avec le Rif, ces alliances potentielles sont fragilisées par le sentiment que les demandes spécifiques à la région et à ses habitants sont un potentiel de division entre les Marocains, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays¹⁹. Ce point de tension et de débat n'empêche néanmoins pas le développement d'actions ponctuelles de soutien au Hirak ailleurs au Maroc²⁰.

Les liens entre le Hirak et la question religieuse constituent une autre source de tension. Les emprunts que fait le leader du mouvement Nasser Zefzafi à la rhétorique islamique font

¹⁶ Cf https://telquel.ma/2018/09/10/le-dossier-du-rif-cree-de-nouveau-des-tensions-entre-le-maroc-et-les-pays-bas_1610044 (Consulté le 30 octobre 2018)

¹⁷ <https://www.sudinfo.be/id603/article/2017-06-18/voici-les-images-de-la-manifestation-qui-degenere-st-lambert> (Consulté le 30 octobre 2018)

¹⁸ Certains mouvements dans la diaspora, comme le « Mouvement du 18 septembre 2015 », qui dispose de relais aux Pays-Bas, en Belgique et en Espagne, se positionnent dans une perspective indépendantiste explicite. Ils sont toutefois fort loin de constituer une tendance majoritaire.

¹⁹ La mobilisation massive du drapeau Amazigh, et plus encore celui de la République du Rif de Abdelkrim El Khattabi (1921-26), lors des manifestations est perçue par les opposants au Hirak comme un symbole qui divise, voire comme l'indicateur d'une volonté séparatiste. Cette interprétation est rejetée par les leaders du Hirak qui y voient plutôt un symbole de rassemblement culturel et de rappel de la profondeur historiques des luttes politiques et sociales dans le Rif.

²⁰ Rabat et Casablanca accueilleront plusieurs manifestations en 2017 et 2018 pour le soutien au Hirak et pour la libération des militants détenus en prison.

débat²¹. Ce positionnement est mal vécu au sein des mouvements de gauche mais également parmi ses soutiens au sein de la mouvance amazighe²². Il est en réalité difficile d'établir une cohérence idéologique au mouvement tant son histoire est récente et ses expressions variées. Par sa centralité, ce sont les discours et le parcours personnel de Nasser Zefzafi qui sont minutieusement scrutés. Dans ses interventions, le leader trahit une quête de légitimité mouvante qui s'appuie tantôt sur la figure anticoloniale du fondateur de la République du Rif, Abdelkrim El Khattabi, tantôt sur Mehdi Ben Barka, référence centrale de la gauche marocaine, tantôt sur des éléments de tradition culturelle ou religieuse. En cela, il expose son mouvement, tour à tour, à l'accusation de nourrir l'islamisme, le conservatisme ambiant ou encore le séparatisme.

En 2011, sous la pression du mouvement du 20 février 2011, les autorités marocaines s'étaient avancées dans la voie d'une anticipation réformiste (i.e. modification de la constitution, anticipation des élections législatives, alternance au gouvernement, désignation d'un premier ministre issu d'un parti de sensibilité islamiste, etc.). Face à l'opposition du Hirak, elles vont tout d'abord jouer l'attentisme avant de déployer une réponse strictement sécuritaire à partir de mai 2017²³. La méthode est connue. Elle sera répressive et brutale. Dans les pays de résidence de la diaspora, la surveillance, le contrôle et la répression ne sont pas absents. Le 9 juin, le belgo-marocain Wafi Kajoua, est arrêté lors du franchissement du poste frontalier de Melilla et incarcéré en raison de ses activités de soutien au Hirak sur le réseau social Facebook. Condamné à un an de prison ferme pour « *atteinte à la sûreté de l'état, incitation à la rébellion et atteinte à l'intégrité territoriale du Royaume* », la Cour d'Appel de Nador a récemment réduit sa peine à 8 mois de prison²⁴. Cette vague de répressions brutales ne manquera pas de rafraîchir l'enthousiasme, y compris de ceux qui manifestaient la plus grande indignation sur les réseaux sociaux. La répression qui s'abat permet aussi de comprendre pourquoi, malgré les nombreuses initiatives de mobilisation militantes, la diaspora rifaine en Belgique s'est aussi réfugiée dans des postures d'attentisme et de prudence

Conclusion

Si le mouvement du Hirak ne fait plus la une de l'actualité sociale au Maroc, le mouvement est loin d'être désamorcé ou épuisé dans ses conséquences. Non seulement, la problématique initiale de la marginalisation de la région du Rif reste entière mais la question de l'enfermement des leaders et leurs condamnations à de lourdes peines continue à peser sur la vie politique marocaine. Le traitement sécuritaire du Hirak éprouve le discours officiel de la transition démocratique marocaine en profondeur, au point de le rendre quasiment inopérant. Au cours des deux dernières années, le Maroc s'est en effet illustré par une

²¹ Une citation est particulièrement pointée du doigt, celle prononcée contre un imam accusé de discréditer le Hirak : "*Ces imams émettent des fatwas pour que les gens du Golfe viennent violer nos femmes et nos enfants (...) Que signifie la Fitna quand les chaînes de télévision d'État diffusent des images de femmes dénudées dans le cadre de Mawazine? Cet imam est un charlatan (...)* »

²² Je fais ici référence aux mouvements associatifs centrés sur l'affirmation identitaire, culturelle et linguistique Amazigh, mouvement qui dépasse le Rif pour inclure d'autres régions berbérophones comme l'Atlas ou le Souss.

²³ Ce n'est qu'ultérieurement que la problématique du développement économique de la région fera l'objet d'un début de réaction gouvernementale.

²⁴ <https://www.yabiladi.com/articles/details/69025/hirak-reduction-peine-belgo-marocain-wafi.html> (Consulté le 30 octobre 2018)

régression de ses engagements démocratiques. A bien des égards, le Hirak a représenté un moment, un cycle enchaîné à d'autres. A la fois ouvert par les protestations antérieures, il a lui-même dégagé la voie à de nouvelles initiatives. C'est une certitude : le Hirak, comme le mouvement du 20 février avant lui, connaîtra d'autres avatars et d'autres lendemains.